



Mercredi 09 aout 2023



Finances: Laaziz Faïd en visite à Béjaïa



Le ministre des Finances Laaziz Faïd a entamé, ce mardi, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Bejaia.

Reçu par le wali de Béjaïa, Kamel-Eddine Khrabouche, en

présence du Président de l'APW, Bachir Barkat, et des élus locaux, le ministre des Finances inspectera plusieurs infrastructures relevant de son Département, indique un communiqué de la wilaya de Bejaia.

Nous y reviendrons plus tard sur cette visite avec plus de détails.

Laaziz Faid à Bejaia : “la numérisation, principal levier pour améliorer la qualité du service public”



Dès l’entame de son intervention dans le cadre de sa visite à la wilaya de Bejaia ce jour mardi 8 août 2023, le ministre des Finances, M. Laaziz Faid, s’est recueilli à la mémoire de tous ceux qui sont décédés lors des derniers feux de forêts à travers plusieurs régions du pays.

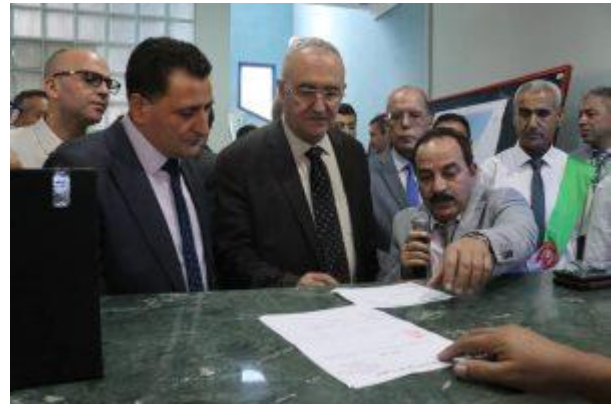
« Je prie Dieu Le Tout-Puissant pour qu’Il les accueille en Son vaste paradis », a-t-il affirmé avant de rappeler que l’Etat algérien a toujours été aux côtés des citoyens qui ont perdu les leurs ou leurs biens dans ces incendies et ce, sur instruction du président Abdelmadjid Tebboune, dont l’engagement pour cela a été et est toujours de mise dans ce genre de situation.

De grands efforts de l’Etat pour aider les victimes des feux de forêts

Le ministre des finances souligne que, durant les trois dernières années (2021, 2022 et 2023), l’Etat a débloqué la somme de 13 milliards de dinars pour plusieurs secteurs, à l’instar de celui de l’agriculture, pour la prise en charge des dommages causés par les catastrophes naturelles ayant touché plusieurs wilayas du territoire national.

Ces enveloppes financières très importantes permis de prendre en charge plusieurs aspects liés aux dommages causés par les feux de forêts, comme l'acquisition de matériel anti-incendie et l'indemnisation des agriculteurs, des apiculteurs, des éleveurs de poulets, de bovins, d'ovins et de propriétaires d'arbres fruitiers qui ont été détruits par les incendies, et d'autres travaux entrant dans le cadre de la lutte contre les feux de forêts.

Quant au secteur de l'habitat, l'Etat a débloqué une enveloppe 10,51 milliards DA pour la prise en charge de la réparation des habitations touchées par les incendies ainsi que des aides pour la réalisation de logements neufs dans le cadre du programme de logement rural.



« Par cette visite, j'espère renforcer les liens entre les différents niveaux de l'administration, être au fait de la réalisation des différents programmes et projets lancés par le ministère des finances, tout en inspectant les différents services du département des finances en insistant sur les efforts consentis pour participer à la relance de l'économie aux niveaux local et régional », a ensuite précisé M. Faid. Il continua son intervention en notant que tous les démembrements du ministère des finances au niveau local revêtent une importance stratégique majeure qui constitue la façade de l'économie nationale et qu'il convient donc de prendre en charge de manière efficiente. Il insiste aussi sur les buts de la visite qui permettent un suivi des services extérieurs et de la manière avec laquelle ils s'acquittent de leurs missions et ce, dans le cadre de la nouvelle stratégie de gouvernance financière, de les aider pour relever les défis et obtenir des résultats positifs menant à la mise en place d'un tissu économique local fort dont les avantages retomberont sur le citoyen et le pays.

Le ministre a rappelé l'effort général poursuivi par le gouvernement, visant à relancer l'économie et à promouvoir le développement humain avec une politique sociale forte dans un Etat de droit et une nouvelle gouvernance, ajoutant que les objectifs poursuivis sont pleinement conformes aux aspirations légitimes de notre pays, lui permettant de reprendre la place qui lui sied, que ce soit en termes de performance économique ou de développement humain, d'amélioration des conditions de vie des citoyens et de relèvement des indicateurs de bien-être économique.



Les évolutions remarquables du ministère des Finances relatives aux lois promulguées récemment et visant à faire progresser le secteur économique, telles que la loi monétaire et bancaire, la loi relative aux règles de comptabilité publique et de gestion financière, ainsi que ainsi que la loi qui définit les règles générales relatives aux transactions publiques et la loi relative aux règles générales des biens immobiliers ont aussi été abordées par le premier responsable du ministère des finances.

La transformation numérique, une réalité au sein du secteur

M. Laaziz Faid a en outre mis l'accent sur l'effort général fourni par le ministère des Finances, qui place la transformation numérique comme « le levier principal pour améliorer la qualité du service public dans un cadre de transparence et d'efficacité dans la gestion des finances publiques et l'élimination des fléaux financiers », a-t-il précisé.

Un schéma a été réalisé par les compétences du ministère, englobant l'ingénierie des systèmes d'information hétérogènes existants, le développement de la fonctionnalité d'interopérabilité mutuelle de ces systèmes d'information et la mise en place d'une banque de données, en plus de réaliser une intégration complète dans un système d'information à moyen terme comme objectif ultime, et la mutualisation des ressources au niveau des structures centrales afin de réduire les coûts, notamment par la mise en place d'un centre de données et de structures communes de réseau, et l'élaboration d'une politique de sécurité de l'information, ce qui a donné lieu à la publication de la Charte de sécurité de l'Information en mars 2022.

Le ministre des finances a également souligné que : « le processus de transformation numérique de la gestion des finances publiques a effectivement commencé et fait l'objet d'un suivi continu, mettant en avant son rôle déterminant dans la relance de l'activité économique et la rationalisation de l'utilisation et du suivi des ressources financières publiques ».



La DGI, de grands efforts pour la numérisation

La Direction Générale des Impôts (DGI), a aussi fait l'objet d'un satisfecit de la part du ministre des finances pour ses grands efforts visant à développer le système fiscal, à offrir un environnement fiscal juste et stable et atteindre une meilleure qualité et une plus grande efficacité dans la prestation des services fiscaux. « L'administration fiscale a fourni de grands efforts pour la numérisation de ses différents services, qu'il faudrait valoriser. Nous en citerons le développement d'une plateforme numérique dédiée à l'acquisition de chèques-auto via Internet, qui est actuellement en cours de construction, l'inscription en ligne pour obtenir un numéro d'identification fiscale (NIF) , qui est opérationnelle depuis 2016, ainsi que la création d'une application sur Internet qui permet aux organismes qualifiés (Banque d'Algérie, Douane et l'Administration Chargée du Commerce (ADM) d'avoir accès à distance à la base de données de la carte nationale des fraudeurs et des délinquants "Fichier des fraudeurs", ainsi qu'un progiciel de gestion intégré dénommé "Vos Informations", dédié au traitement et à l'exploitation automatique des informations utiles à l'appréciation des situations fiscales des contribuables intervenant dans le sphère commerciale », a affirmé le ministre des finances.

La DGT aussi

Dans le même contexte, et s'agissant de la Direction Générale du Trésor et de la gestion comptable des opérations financières de l'Etat, le Ministre a rappelé les transformations en cours dans le secteur bancaire, et a mis l'accent sur la réforme financière à travers le développement et la diversification des produits bancaires, conformément à la mise en

œuvre du programme d'action du gouvernement, et a souligné la grande importance du système comptable en tant qu'outil moderne de gestion des deniers publics.



Ainsi que les autres secteurs du ministère des finances

M. Laaziz Faid s'est aussi longuement étendu sur les avancées notables réalisées par les autres secteurs du ministère des finances comme la Direction Générale des Domaines ou les Douanes algériennes qui veillent à la sécurité de l'économie nationale de manière efficiente. Les deux institutions ont aussi réalisé grandes avancées dans le domaine de la numérisation de leurs services respectifs tout en veillant à l'interopérabilité avec les différentes composantes du ministère des finances.

Tahar Mansour



[Béjaia: Laaziz Faid inaugure l'hôtel saoudien « Saldae »](#)



Dans le cadre de sa visite dans la wilaya de Béjaïa, le ministre des Finances, Laaziz Faid, a inspecté le Centre des domaines de la commune d'Oued Amizour, et le centre des impôts de Sidi Ali Lebhar dans la commune de Béjaïa

Accompagné du wali de la wilaya de Bejaia, Kamel-Eddine Khrabouche, du

Président de l'APW, Bachir Barkat, et des élus locaux, le ministre a insisté sur la

généralisation de la numérisation, qui est l'une des priorités du gouvernement, ainsi que sur la nécessité de faciliter les services aux citoyens, notamment la délivrance du livret foncier, et la rapidité de leur prestation.

Après avoir tenu une réunion avec les cadres locaux de son département, le ministre a procédé à l'inauguration du siège central du trésor public sis à la Cité administrative de Bejaia.

Par ailleurs, le ministre, accompagné de l'Ambassadeur d'Arabie saoudite en Algérie, Abdullah Bin Nasser Al Bussairy, le ministre des Finances a inauguré officiellement de l'hôtel « Saldae » du groupe Asicom, une société algéro-saoudienne d'investissement.

Un établissement « 4 étoiles » implanté sur un site merveilleux parc national de Gouraya.

Salim Farouk



Inclusion financière : Pierre angulaire de la croissance inclusive

« Afin que l'inclusion financière et la stabilité macroéconomique évoluent ensemble, un certain nombre de précautions devraient être envisagées par les décideurs politiques, les organismes internationaux et les institutions financières, Biulahbel-Bachari Samira et Salhi Salima, du Centre de Recherche en Economie Appliquée pour le Développement.

Du côté de la Banque Centrale, « celle-ci devrait mettre en place différentes interventions réglementaires pour promouvoir la stabilité et l'inclusion financières ».

Parmi ces actions, « la mise en place d'un système bancaire à plusieurs niveaux, la stimulation de la concurrence dans le système bancaire, l'établissement des principes de transparence des systèmes de paiement ainsi que des normes d'accès et des procédures, tant pour les banques que pour les institutions non bancaires, l'identification de la base appropriée pour le financement de l'assurance-dépôts et les limites de couverture appropriées et la garantie d'une surveillance appropriée des banques étrangères ».

D'autres considérations « devraient aussi être prises en compte telles que l'évaluation des risques d'exclusion financière, l'analyse de la nature des nouveaux risques impliqués par l'inclusion financière, ainsi que le contexte du

pays, et l'analyse de l'importance du principe de proportionnalité dans la réglementation ».

Les gouvernements, expliquent les universitaires, «devraient s'assurer de l'existence ou de l'inexistence de facteurs de risque systémiques permettant un meilleur accès aux services financier, comprendre la nature qualitative de l'accès et fournir un environnement réglementaire qui garantit la stabilité financière ».

Pour les risques engendrés par la vulnérabilité des clients, «la nature de ces risques est associée aux institutions et ne se situe pas au niveau systémique ».

En parallèle aux mesures prudentielles, « le développement de politiques plus efficaces de protection des consommateurs et de programmes d'éducation financière restent indispensables ».

Pour les deux chercheurs, «l'inclusion financière reste la pierre angulaire de la croissance inclusive permettant aux exclus du système financier de participer et de contribuer comme acteurs économiques en créant l'égalité des chances ». La réalisation d'une inclusion financière durable «nécessitera un effort systémique s'appuyant sur les nouvelles technologies et un cadre réglementaire approprié ».

Une combinaison de stratégies commerciales viables ciblées sur la population vulnérable, des coûts de transaction réduits avec des innovations technologiques et un environnement réglementaire adéquat, «sont autant de conditions à mettre en œuvre pour favoriser une plus grande inclusion financière accompagnée d'une stabilité macroéconomique ».



Assurances : progression des acceptations internationales de réassurance



« Le chiffre d'affaires de l'ensemble des assureurs algériens a atteint 151,895 milliards DZD (1,08 milliard USD) à fin 2021, en hausse de 4,8% sur un an », affirme Mohamed Lezzoul, de l'université d'Oran². Le marché direct représente « 95,6% du total des primes,

soit 145,238 milliards DZD (1,04 milliard USD). Ce montant est en croissance de 4,6% par rapport à 2020 ».

Au 31 décembre 2021, le chiffre d'affaires non-vie « s'établit à 131,969 milliards DZD (946,05 millions USD) contre 126,064 milliards DZD (951,07 millions

USD) une année auparavant ». Les primes non-vies, quant à elles, «représentent 86,9% du total des souscriptions de 2021 ». L'activité dommages est tirée par l'automobile, « qui avec 46,8% du total du portefeuille non-vie, comptabilise 61,717 milliards DZD (442,43 millions USD) de primes émises à fin 2021 ». Cette branche, explique l'universitaire dans une étude pour le compte de la Revue Maqrizi pour les études économiques et financières, est suivie par l'incendie, les risques divers et le transport qui affichent respectivement 59,332 milliards DZD (425,34 millions USD) et 6,228 milliards DZD (44,65 millions USD) en 2021 ». Avec 8,7% de part de marché, « les assurances de personnes réalisent une croissance de 4% des encaissements à 13,269 milliards DZD (95,12 millions USD) ». Les acceptations internationales de réassurance « progressent de 9,9% passant de 6,059 milliards DZD (45,71 millions USD) au 31 décembre 2020 à 6,657 milliards DZD (47,72 millions USD) douze mois plus tard » .



M. Faïd souligne l'importance de la numérisation pour relancer l'économie et rationaliser l'utilisation des ressources financières



BEJAIA- Le ministre des Finances, M. Laaziz Faïd a mis en avant, mardi depuis la wilaya de Bejaïa, "l'importance de l'opération de numérisation dans la relance de l'économie nationale et la rationalisation de l'utilisation des ressources

financières publiques".

Lors d'une visite effectuée dans la wilaya consacrée à l'inspection de projets et à la concrétisation des réformes lancées par le ministère des Finances, M. Faïd a évoqué la démarche générale tracée par son département ministériel, laquelle considère la

transformation numérique comme "principal levier à même d'améliorer la qualité du service public dans le cadre de la transparence et de l'efficacité de la gestion de la finance publique".

Il a relevé, dans ce contexte, que "le processus de transformation numérique dans la gestion de la finance publique, qui est déjà lancée, fait l'objet d'un suivi continu, car étant convaincu de son rôle déterminant dans la relance de l'activité économique, la rationalisation et le contrôle de l'utilisation des ressources financières publiques".

A cette occasion, le ministre a énuméré les étapes de la transformation numérique opérée dans plusieurs établissements relevant de son secteur, à l'instar de l'administration des impôts qui a développé une plateforme numérique pour l'achat en ligne de vignettes-automobile, en cours de réalisation.

Elle a également créé une application électronique qui permet aux organismes compétents (les services autorisés de la Banque d'Algérie, les Douanes et l'administration en charge du commerce) de consulter, à distance, la base de données du fichier national des auteurs d'actes de fraude ou d'infraction.

Quant à la Direction Générale du Trésor et de la Gestion Comptable des Opérations Financières de l'Etat, le ministre a relevé les transformations que connaît le secteur bancaire et la réforme de la finance à travers le développement et la diversification des produits bancaires, en accord avec la mise en œuvre des programmes d'action du gouvernement.

Après avoir rappelé l'importance du système comptable, en tant qu'"outil moderne de gestion de l'argent public", le ministre a insisté sur la nécessité d'assurer des informations "de qualité" qui permettent une gestion "efficace" des fonds du trésor.

Il a également salué les efforts du secteur des domaines de l'Etat qui accomplit un rôle efficace dans la concrétisation des différentes politiques sectorielles, "ce qui implique la numérisation de son administration, en tant que mécanisme urgent à même d'assurer la réussite des réformes engagées par les Pouvoirs publics en la matière".

Le Premier argentier du pays a évoqué le rôle du secteur des douanes dans le renforcement de la sécurité de l'économie nationale et dans la lutte contre diverses

formes de contrebande, de crime transfrontalier et de crime de change ainsi que l'ensemble des crimes économiques.

Pour M. Faid, la numérisation des prestations du secteur aura un impact "positif" sur l'économie nationale et les citoyens, insistant sur la nécessité d'améliorer la performance et de renforcer les voies et moyens de coopération entre les secteurs public et privé, dans l'objectif de réaliser le développement durable souhaité.

En ce qui concerne les efforts consentis, en vue de booster le développement économique au niveau local et d'améliorer la qualité des prestations fournies aux citoyens, le ministre a fait savoir que la valeur du programme décentralisé en cours pour le développement de la wilaya de Bejaïa, s'élève à 197,3 milliards de DA, en vue de concrétiser 678 opérations de développement.

Le ministre a procédé, lors de sa visite, à l'inauguration du nouveau siège du Trésor dans la ville de Bejaïa et d'un hôtel cofinancé par l'Algérie et l'Arabie Saoudite.



Revalorisation des salaires : L'impact de la flambée des prix atténué

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réitéré, lors de sa dernière rencontre avec la presse nationale, son engagement à ce que l'augmentation des salaires atteigne un taux de 47 à 50% d'ici à 2024. Il s'est dit satisfait des mesures prises pour protéger le pouvoir d'achat des Algériens, même si elles demeurent toujours «insuffisantes».

Le chef de l'Etat a rappelé, à ce propos, les mesures prises depuis 2021 au profit des travailleurs et des personnes à faible revenu, indiquant que l'Algérie avait franchi un pas qualitatif en matière de développement et de préservation du caractère social de l'Etat. Brahim Guendouzi, professeur d'économie à l'Université Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou, rappelle que le contexte socioéconomique de 2021 était caractérisé par l'apparition d'une inflation forte, dont les raisons remontent à la période de la Covid-19 et les perturbations qu'elle a engendrées sur les marchés internationaux. «Nous avons connu une forte augmentation des prix des biens et services qui a fortement laminé le pouvoir

d'achat des citoyens, particulièrement des salariés», fait rappeler Guendouzi. Et c'est là que le président Tebboune a décidé de revaloriser les salaires, avec une première augmentation en 2021, précise-t-il.

L'année d'après, poursuit-il, «le même contexte persistait et une deuxième augmentation des salaires a été décidée avec un élargissement vers un ensemble de salariés et les retraités». En 2023, certaines professions et franges de la société ont bénéficié de nouvelles augmentations salariales selon ce qui a été prévu, à savoir de procéder à des revalorisations sur trois années pour atteindre un taux de 47 à 50% en 2024. L'économiste explique cet échelonnement par le souci des pouvoirs publics d'«éviter de provoquer une spirale inflationniste dont il est très difficile de sortir». Selon Guendouzi, l'on s'attend à ce que la prochaine loi de finances «prenne en charge ce qui reste à augmenter en 2024 et compléter ainsi le processus de revalorisation des salaires entamé en 2021».

Des indicateurs économiques positifs

Globalement, ce processus a atténué quelque peu l'impact de la flambée des prix sur la capacité à consommer dont disposent les ménages, soutient l'économiste, notant cependant que «d'autres actions sont nécessaires pour améliorer le pouvoir d'achat et maîtriser l'inflation». S'agissant du taux d'augmentation, le professeur estime qu'on ne peut pas aller au-delà des 50%, «au risque d'alimenter l'inflation», précisant qu'outre ces hausses, l'Etat continue à subventionner un certain nombre de biens à travers des transferts sociaux importants, «ce qui est une bonne chose pour le citoyen et son pouvoir d'achat».

Pour sa part, Mebarek-Malek Serrai, expert international en économie, salue la décision du président Tebboune soucieux d'améliorer le niveau de vie des Algériens, soulignant l'intérêt de «sa mise en application de manière progressive pour ne pas trop peser sur le Trésor public et éviter que l'inflation reparte à la hausse». Selon lui, tous les indicateurs économiques de l'Algérie sont aujourd'hui positifs et il faudrait «inciter les gens à travailler davantage pour préserver ces acquis et aller de l'avant».

Rappelons qu'en mai dernier, le Président a instruit le gouvernement de procéder à la révision à la hausse des salaires de ce corps qui compte 65.500 enseignants et chercheurs universitaires. D'autres corps de métier devront bénéficier d'ici l'année prochaine de décisions similaires.

Création d'entreprises et de start-up : Les opérateurs et les investisseurs privés s'impliquent

InnovPlus, un groupe spécialisé dans le conseil et l'accompagnement des entreprises innovantes, vient de lancer, en coordination avec le Forum international de l'industrie et des perspectives économiques, un programme de formation, d'accompagnement et de financement pour la création d'entreprises, dont les start-up, en l'espace de six mois.

«Ce programme vient en réponse à la demande, de plus en plus croissante, de la part des chercheurs, des inventeurs et des porteurs de projets innovants pour se lancer dans l'entrepreneuriat et valoriser ainsi leurs idées commercialement parlant», explique le président de ce Forum, Mustapha Rahmani. Il s'agit, précise-t-il, de projets qui sont exclusivement innovants et qui apportent une valeur ajoutée à l'économie nationale. Ce programme, indique-t-il, va permettre aux porteurs de projets de créer leurs entreprises grâce à un nouveau mécanisme d'investissement basé sur la finance islamique. «Dans le cadre de ce programme, les porteurs de projets, qu'ils soient chercheurs ou de simples diplômés universitaires ou de la formation professionnelle, seront en contact direct et permanent avec des opérateurs économiques, des industriels et des investisseurs», souligne-t-il.

Le but principal de ce programme, poursuit-il, est d'intégrer la recherche scientifique, l'invention et l'innovation industrielles dans le réseau national PME-PMI, par l'encouragement de partenariats et de conventions-cadres entre les opérateurs et les porteurs de projets dans les domaines ciblés, l'industriel, l'agriculture, le pharmaceutique, l'électronique, la mécanique, l'énergie renouvelable, la communication web, la fibre optique et la biotechnologie notamment. «Ça sera le premier pas pour l'émergence d'un nouveau mécanisme économique et financier qui soit libre et autonome pour l'Algérie moderne et qui encourage les investissements directs dans les compétences humaines et dans le savoir», révèle-t-il. Dans ce cadre, un plan d'affaires sera proposé aux porteurs de projets où ils auront à participer à des opérations commerciales et de marketing pour le compte d'opérateurs économiques avec qui ils signeront des contrats d'une durée de 5 mois.

«Ils toucheront 50% des bénéfices tirés de ces opérations afin de leur permettre de constituer le fonds financier nécessaire pour démarrer leurs entreprises ou start-up. En parallèle, ils suivront une formation gratuite et sur le terrain, sur la gestion des entreprises, des marchés, sur les opérations-web et web-marketing pour développer l'image de leurs produits et pour préparer leur propre réseau de communication», rapporte-t-il.

Du financement sans recourir aux banques

Au cours du 6e mois de ce programme, un partenariat direct sera conclu entre les porteurs de projets et les entreprises économiques, industrielles ou avec les investisseurs, pour la création de leurs entreprises qui seront mixtes. «Ce partenariat sera appuyé par une étude technico-économique et financière avec un bilan prévisionnel de 3 ans. Les associés toucheront des bénéfices directs annuels fixés au préalable dans le contrat de partenariat. C'est cela qui va motiver le chef d'entreprise à s'associer avec le porteur de projet», assure-t-il en signalant, par ailleurs, qu'InnovPlus et ses partenaires directs s'engagent à financer le démarrage des entreprises innovantes à hauteur de 40%, sous forme de crédit sans intérêt pour une durée de 7 ans.

Ainsi, conclut-il, la création d'entreprises innovantes dans notre pays sera soutenue par une caisse nationale d'investissements et de financement islamique privée. Pour la première session de ce programme, dont les inscriptions commencent en septembre avant qu'elle ne démarre à la fin du mois de novembre 2023 jusqu'au début mai 2024, une centaine de projets seront retenus. Une fois cette session achevée, une autre se tiendra systématiquement au profit de 100 autres porteurs de projets et ainsi de suite.

Farida Belkhiri



وزير المالية يشرع في زيارة إلى ولاية بجاية

شرع وزير المالية عزيز فايد، اليوم الثلاثاء، في زيارة عمل إلى ولاية بجاية، لتفقد و معاينة وضعية المرافق التابعة لقطاعه.

وكان في استقبال الوزير والي ولاية بجاية كمال الدين كربوش، بحضور رئيس المجلس الشعبي الولائي السادة أعضاء المجلس الشعبي الوطني والمنتخبون المحليون.

وزير المالية في زيارة عمل وتفقد إلى ولاية بجاية



حل وزير المالية، عزيز فايد، صبيحة اليوم الثلاثاء، بولاية بجاية في زيارة عمل وتفقد لمعاينة وضعية المرافق التابعة لقطاعه.

وأفادت ولاية بجاية عبر صفحتها الرسمية على الفايسبوك، أن الوزير كان في استقباله والي ولاية بجاية كمال الدين كربوش. بحضور رئيس المجلس الشعبي الولائي السادة أعضاء المجلس الشعبي الوطني والمنتخبون المحليون.

أصحاب المركبات .. هذا جديد قسيمة السيارات

كثف وزير المالية لعزیز فايد اليوم عن إطلاق منصة رقمية لإقتناء قسيمة السيارات عبر الانترنت بداية من سنة 2024. وتدخل هذ العملية في إطار رقمنة مديريةية الضرائب.

وأوضح وزير المالية أن هذه المنصة الرقمية سيتم إطلاقها خلال الايام القليلة القادمة. حيث سيكون بإمكان أصحاب المركبات إقتناء قسيمة السيارات عن بعد.



وعلى هامش زيارة عمل وتفقد لمعاينة وضعية المرافق التابعة لقطاعه بولاية بجاية أكد فايد سيكون بإمكان إجراء التسجيل عبر الانترنت للحصول على رقم التعريف الجبائي

وأضاف الوزير أن هناك تطبيق عبر شبكة الانترنت يتيح للهيئات المؤهلة والمصالح المرخصة لها لبنك الجزائر الجمارك أو الإدارة المكلفة بالتجارة الإضطلاع عن بعد على قاعدة البيانات للبطاقة الوطنية بمرتكبي أعمال الغش أو المخالفين.



ستعرض للبيع شهر سبتمبر المقبل

سندات "إسلامية" لأول مرة

استكمل المجلس الإسلامي الأعلى رفقة شركة "أ أو أم أنفست"، وهي مؤسسة استثمارية جزائرية، إعداد مشروع إطلاق سندات إسلامية تشاركية في السوق الجزائرية لأول مرة. وستعرض هذه السندات للبيع أمام المواطنين وحتى المهنيين من مؤسسات ومتعاملين اقتصاديين بداية من شهر سبتمبر المقبل، بالتنسيق مع البنك الوطني الجزائري، وهي سندات مشابهة للصكوك الإسلامية وتحمل نفس مزاياها. ويقول الرئيس المدير العام لشركة "أ أو أم أنفست"



هشام عطار في تصريح لـ "الشروق"، إن المشروع اليوم بات شبه جاهز بعد استكمال التنسيق مع كافة الجهات الوسيطة والمعنية بإعداده، بما في ذلك المجلس الإسلامي الأعلى الذي وجد صيغة مشابهة للصكوك الإسلامية وتحمل نفس مزاياها، يتم التحضير لإطلاقها في السوق قريبا، وتتم العملية أيضا بالتنسيق مع البنك الوطني الجزائري الذي سيكون شريكا ومرافقا في المشروع. وتبلغ قيمة السندات التشاركية التي يفترض أن تعرض لأول مرة للجمهور شهر سبتمبر المقبل، 1000 دينار، وتقرر الإصدار الرسمي للسندات التشاركية المشابهة للصكوك في انتظار جاهزية النص القانوني للصكوك الإسلامية، والذي يفرض تغيير القانون التجاري، وإقرار تشريعات جديدة. ويقول هشام عطار أن الحكومة وافقت على إطلاق السندات التشاركية بعد النجاح الذي حققته الصيرفة الإسلامية في ظرف الثلاث سنوات الماضية، وتمكّنها من ادّخار مبالغ معتبرة، تقود اليوم إلى ضرورة استغلال هذه المدخرات في تمويل مشاريع وأفاق جديدة، مع العلم أن هذا المشروع الذي يعدّ الأول من نوعه سيتضمن مخطّط تطوير استثماري لفروع المؤسسة. وتُعرف الصكوك على أنها أوراق مالية تتوافق مع الشريعة الإسلامية من خلال دفع الأرباح وليس الفائدة، وتصدر في الغالب من قبل الحكومة السيادية والشركات الكبرى والهيئات التابعة للحكومة، والقطاع الخاص لجمع الأموال تلبية للاحتياجات المختلفة، حيث يتم تداول الصكوك على نطاق واسع في السوق الثانوية لتعكس

العائد المحقق على الاستثمار.

وباشرت السلطات المالية والنقدية في الجزائر أول خطوة رسمية لإطلاق الصكوك المالية الإسلامية في السوق شهر أفريل المنصرم، عبر تأسيس خلية تطوير الإطار القانوني والتنظيمي للصكوك والتكافل، والاتفاق مع بنك التنمية الإسلامية لتمويل المشروع الذي يفترض أن يرى النور في غضون الأشهر المقبلة، وسبق وأن كشف عضو الهيئة الشرعية الوطنية للإفتاء للصناعة المالية الإسلامية محمد بوجلال في تصريح لـ"الشروق"، عن اتخاذ أول خطوة رسمية لاستصدار الصكوك المالية الإسلامية من خلال تنصيب خلية تطوير الإطار القانوني والتنظيمي للصكوك والتكافل وتعيينه كمنسق لهذه الخلية، حيث يتم العمل على قدم وساق لإكمال الإجراءات القانونية والتنظيمية الخاصة بإصدار الصكوك، والتي لن تتأخر كثيرا. ومعلوم أن وزارة المالية سبق وأن أكدت أن إطلاق الإطار القانوني والتنظيمي المنظم لسوق الصكوك الإسلامية سيكون خلال سنة 2023، داعية المؤسسات البنكية الناشطة في الساحة لتعميم منتجات الصيرفة الإسلامية لتحقيق الشمول المالي.



وزير المالية يؤكد على أهمية الرقمنة لإنعاش الاقتصاد وترشيد استخدام الموارد المالية

أكد وزير المالية، السيد لعزیز فايد، اليوم الثلاثاء من ولاية بجاية، على "أهمية عملية الرقمنة في إنعاش الاقتصاد وترشيد استخدام الموارد المالية العمومية".

وخلال زيارة للولاية خصصها لتفقد تجسيد الإصلاحات والمشاريع التي باشرتھا وزارة المالية، ركز السيد فايد على المسعى العام الذي سطرته دائرته الوزارية، والذي يضع التحول الرقمي "رافعة رئيسية لتحسين جودة الخدمة العمومية في إطار من الشفافية والنجاعة في تسيير المالية العمومية".

وأشار في هذا الصدد إلى أن "عملية التحول الرقمي لإدارة المالية العمومية و التي انطلقت فعليا، هي محل متابعة مستمرة إيمانا بدورها الحاسم في إنعاش النشاط الاقتصادي وترشيد استخدام الموارد المالية العمومية ومراقبتها".

وبالمناسبة، ذكر الوزير بمراحل التحول الرقمي الذي تعرفه عدة مؤسسات تابعة لقطاعه على غرار إدارة الضرائب التي وضعت منصة رقمية مخصصة لاقتناء قسيمة السيارات عبر الإنترنت، و هي قيد الإنجاز حاليا. كما قامت باستحداث تطبيق على شبكة الإنترنت يتيح للهيئات المؤهلة (المصالح المرخص لها لبنك الجزائر، الجمارك و الإدارة المكلفة بالتجارة) الاطلاع عن بعد على قاعدة بيانات البطاقة الوطنية لمرتكبي أعمال الغش ومرتكبي المخالفات.

أما فيما يخص المديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة، أشار الوزير إلى التحولات التي يشهدها القطاع المصرفي و الإصلاح المالي من خلال تطوير المنتجات المصرفية وتنويعها، تماشيا مع تنفيذ مخططات برامج عمل الحكومة.

وبعد أن ذكر بأهمية النظام المحاسبي باعتباره "أداة حديثة لتسيير المال العام"، ألح على ضرورة توفير معلومات "ذات جودة" تسمح بتسيير "ناجع" لأموال الخزينة.

كما أشاد بجهود قطاع أملاك الدولة الذي يؤدي دورا فعالا في تجسيد شتى السياسات القطاعية، "مما يتطلب رقمنة إدارته كآلية مستعجلة تفضي إلى نجاح الإصلاحات التي باشرت بها السلطات العمومية في هذا الشأن".

وتطرق في حديثه إلى دور قطاع الجمارك في تعزيز أمن الاقتصاد الوطني، ومكافحة شتى أنواع التهريب والتصدي للجرائم المنظمة العابرة للحدود وجرائم الصرف وكافة الجرائم الاقتصادية.

وقال السيد فايد أن رقمة خدمات القطاع سينعكس "إيجابيا" على الاقتصاد الوطني والمواطنين، مركزا على ضرورة تحسين الأداء، فضلا عن تعزيز سبل التعاون بين القطاع العمومي والخاص في سبيل تحقيق التنمية المستدامة المنشودة.

وفيما يخص الجهود المبذولة لدفع عجلة التنمية الاقتصادية على المستوى المحلي وتحسين جودة الخدمات المقدمة للمواطنين، أفاد الوزير أن قيمة البرنامج الجاري للتنمية بولاية بجاية غير الممركز، تبلغ 3،197 مليار دج لتجسيد 678 عملية تنموية.

للإشارة فقد قام الوزير خلال زيارته بتدشين مقر الخزينة الجديد بمدينة بجاية و كذا فندقا من تمويل سعودي.



وزير المالية: تخصيص أزيد من 23,5 مليار دينار للتكفل بالأضرار الناجمة عن الكوارث الطبيعية منذ 2021

أعلن وزير المالية، السيد لعزیز فايد، على هامش زيارة عمل قام بها اليوم الثلاثاء إلى ولاية بجاية، أن مصالح الدولة قد سخرت، منذ 2021، اعتمادات مالية تفوق قيمتها الإجمالية 23,51 مليار دينار، من أجل "التكفل بالأضرار الناجمة عن الكوارث الطبيعية التي مست بعض الولايات".



وأشار وزير المالية، بعد ترجمه على أرواح ضحايا الحرائق الأخيرة التي مست عدد من ولايات الوطن بصفة

عامة و ولاية بجاية بصفة خاصة، أن جزء من الإعتمادات التي خصصت للتكفل بالأضرار التي خلفتها الكوارث

الطبيعية خلال الثلاث سنوات الأخيرة (2021، 2022، 2023) و التي شملت قطاعات مختلفة، تم توجيهها لتعويض الخسائر أما الجزء الآخر فقد تمثل في إعانات مالية للبناء الريفي لفائدة المتضررين.

وأوضح ذات المسؤول خلال لقاء جمعه بالمسؤولين الجهويين لقطاع المالية بمقر الولاية، أنه تم تخصيص مبلغ مالي يفوق 13 مليار دينار للتكفل بالأضرار الناجمة عن حرائق الغابات، كإقتناء شاحنات الإطفاء وتعويض صغار المربين ومربي الأبقار والماشية وتعويض أصحاب الأشجار المثمرة وإنجاز نقاط للماء، وتهيئة المسالك الغابية و كذلك لإنجاز حواجز لصد الحرائق.

أما فيما يخص تعويض الأضرار التي مست قطاع السكن، فقد خصصت الدولة في نفس الفترة (من 2021 إلى 2023) اعتمادات مالية قدرها 10,51 مليار دينار لمنح إعانات للسكن الريفي للمكويين وإعادة تأهيل السكنات المتضررة من الكوارث في الولايات المعنية.

وبالمناسبة أشاد السيد فايد بالجهود المبذولة من أجل إخماد الحرائق الأخيرة والتي بلغت "أزيد من 140 حريق مس 17 ولاية وطالت معظمها البلديات والمناطق الشمالية الشرقية للبلاد."

وأضاف أن هذا "الحدث الأليم يستدعي حشد كافة الموارد والإمكانات لإصلاح ما يمكن إصلاحه ومواساة المتضررين والتخفيف من محنتهم"، مذكرا بأن رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، قد تعهد بالوقوف دائما مع المواطن الجزائري ومساندته، من خلال التعليمات التي أسداها للسلطات المعنية، على "ضرورة مباشرة معاينة الخسائر وتعويض المتضررين في أسرع وقت ممكن."



خلال زيارة عمل قادته إلى ولاية بجاية.. وزير المالية:

نسعى إلى توسيع استخدام الرقمنة خدمة لمصالح المواطن وزير المالية عبد العزيز فايد

أكد وزير المالية عبد العزيز فايد أمس، بولاية بجاية أن استخدام الرقمنة أضحي ضرورة حتمية يجب الاعتماد عليها ويعمل على توسيع استخدامها، وذلك بغية تسهيل أداء الخدمة العمومية وتسريعها بما يسمح من تقديم خدمة جيدة وسريعة للمواطن.

وعبر فايد خلال زيارة العمل التي قادته إلى الولاية عن ارتياحه عن كيفية سير مختلف العمليات بمركز الضرائب على مستوى سيدي علي لبحر ودراسة كل الملفات من خلال استعمال التكنولوجيا والاعتماد على الرقمنة خلال عملية التصريح والدفع التي يتم القيام بها عن بُعد.

وشدّد الوزير بالمناسبة على توسيع استخدام الرقمنة مستقبلا، كما وقف على ظروف العمل بمختلف المصالح، حاثا على ضرورة التكفل بالخدمات الإدارية للمواطنين، معبرا عن ارتياحه بنوعية الخدمات التي يتم تقديمها، كما كانت للوزير زيارة إلى المحافظة العقارية بأميزور حيث وقف على كيفية دراسة الملفات المتعلقة بالعقار والخدمات الأخرى.



الشروع في بيع قسيمة السيارات عبر الإنترنت بداية من السنة المقبلة

وزير المالية "لعزيز فايد" ..يكشف من بجاية :

كشف وزير المالية لعزيز فايد الشروع في بيع قسيمة السيارات عبر الإنترنت بداية من السنة المقبلة وذلك لأول مرة منذ انطلاق هذه العملية في الجزائر وكان وزير المالية لعزيز فايد قد قام اليوم الثلاثاء بزيارة ميدانية لولاية بجاية أين وقف على عملية الرقمنة في قطاعه على غرار المحافظة العقارية والمفتشية أملاك الدولة وكشف عن الشروع في بيع قسيمة السيارات عبر الإنترنت بداية من السنة المقبلة وذلك لأول مرة منذ انطلاق هذه العملية في الجزائر. وأكد الوزير في تصريح له لوسائل الاعلام على تسهيل الخدمات للمواطن وتبسيط إجراءات الحصول على الدفتر العقاري مؤكدا بان الرقمنة تهدف الى الشفافية ومن اجل تغيير الثقافة المالية لكون الرقمنة هي من أولويات الحكومة خدمة للمواطنين. وبالنسبة لحرائق الغابات أعلن وزير المالية الدولة عن رصد الحكومة لـ 23 مليار دينار للتكفل بكافة مخلفات وخسائر حرائق الغابات زيادة عن رصد 10.5 ملايير دينار لتعويض الخسائر التي لحقت بالسكنات والسكن الريفي خاصة إثر حرائق الغابات.



دعوة 67 رئيسا لحضور القمة: جنوب أفريقيا مستعدة لاستضافة "بريكس"

أعلنت وزيرة العلاقات الدولية والتعاون في جنوب أفريقيا ناليدي باندور، أن بلادها مستعدة لاستضافة قمة بريكس الـ 15 التي ستعقد في الفترة من 22 الى 24 أوت الجاري.



وقالت باندور أثناء إطلاع وسائل الإعلام على استعدادات البلاد للقمة إن "الرئيس رامافوزا أكد استعداد جنوب أفريقيا لاستضافة قمة بريكس الـ 15 شخصيا في ساندتون بجوهانسبرج.

لذلك دعا الرئيس 67 زعيما من أفريقيا والجنوب العالمي لحضور التواصل بين بريكس وأفريقيا وحوارات بريكس بلس."

وأفادت باندور أن القادة المدعوين لحضور القمة من جميع قارات ومناطق الجنوب العالمي.

وستستضيف جنوب أفريقيا القمة تحت شعار "بريكس وأفريقيا: شراكة من أجل النمو المتسارع المتبادل والتنمية المستدامة والتعددية الشاملة"

وخلال القمة ستستضيف منتدى أعمال بريكس ومعتكف قادة بريكس والجلسة العامة الـ 15 لقمة بريكس من بين أمور أخرى وفقا لباندور. وقالت إنه "من المتوقع أن يناقش قادة بريكس فرص تحقيق الإمكانيات الكاملة لبريكس من أجل التعافي الاقتصادي العالمي الشامل والتنمية المستدامة ودعم بعضهم البعض."



هذا هو المأمول من المجلس الأعلى لضبط الواردات

ينتظر أن يقوم المجلس الأعلى لضبط الواردات، الذي أشرف الرئيس عبد المجيد تبون على تنصيبه قبل أيام، بدور حيوي في مجال تحديد حاجيات الاستيراد وتقليص الفاتورة السنوية في هذا المجال، فضلا عن الأثر المتعدي الذي سوف يفرزه ذلك في مجال تشجيع الإنتاج الوطني من خلال التخلي أو التقليص من استيراد المنتجات المصنعة محليا.



بخصوص هذا الموضوع، يقول الخبير الاقتصادي الدكتور الهواري تيغرسى، في تصريحات إعلامية، إن “التسمية في حد ذاتها لهذا المجلس الجديد تعتبر مهمة حيث أن ضبط الواردات يعني في الأساس ضبط ميدان التجارة الخارجية برمتها (...). نحن نتحدث عن وضع سابق عانت منه الجزائر بواردات وصلت إلى 60 مليار دولار في السنة قبل أن يتم تقليصها إلى حدود 30 مليار دولار في السنة”. ويشير نفس المصدر أيضا إلى هناك عدة نقاط في الموضوع من باب أنه ” ينبغي التساؤل من هم المستوردون وما هي القيمة الحقيقية للواردات... هذه الأسئلة ينبغي الإجابة عليها من أجل تجنب تضخيم الفواتير”. “الموضوع مرتبط أيضا بأهمية وضع استراتيجية محكمة للاستيراد من أجل مرافقة الاقتصاد الوطني وهذا يقود أيضا إلى أهمية وضع منظومة رقمية لتحديد الحاجيات في هذا المجال وفتح الباب بالتالي لمنتجات وطنية من أجل احتلال مكانتها في السوقين المحلية والدولية”.

كما يؤكد الخبير الهواري تيغرسى أن “هذا المجلس سوف يضم خبراء يساهمون في وضع الاستراتيجية الوطنية للتحكم في الاستيراد خلال المرحلة القادمة، حيث تبقى مهمة هذه الهيئة هي ضبط السوق ولكن أيضا الاستشراف المستقبلي في هذا المجال”.

وقال الخبير الاقتصادي الهواري تيغرسى، في نفس السياق، إن “الرئيس تبون أكد مؤخرا أنه لا يوجد بلد لا يستورد بالكلية”، حيث يؤكد الهواري تيغرسى أيضا أنه “في السابق لم تكن نحظى بالثقافة المطلوبة في مجال الاستيراد ولذلك لا بد أن نعرف من يستورد وماذا نستورد؟”.

كما أضاف الخبير هواري تيغرسى أن “تنصيب المجلس الأعلى لضبط الواردات سوف يعطي أكثر قوة ويسمح بخفض فاتورة الواردات من جهة ولكن أيضا تحديد الحاجيات”.

ومن شأن هذا المجلس أن يحدد الرؤى في هذا المجال فضلا عن كون التحكم في الاستيراد من شأنه أن يساهم في رفع الصادرات على اعتبار أن التموين الجيد لعناصر الإنتاج سوف يؤدي إلى وجود فائض في هذا الإنتاج وبالتالي رفع الصادرات نحو الخارج”.

وأكد نفس المصدر أن “الحكومة قامت منذ فترة بتخفيض عدد المستوردين من حوالي 43 ألف مستورد إلى أقل من 13 ألف مستورد ومن المهم الإشارة إلى أن بعض المتعاملين الاقتصاديين لم يسايروا سياسة الدولة في هذا المجال، حيث أن وقف الاستيراد في بعض المجالات أدى إلى ارتفاع الأسعار في السوق الوطنية ولذلك فإن الأمر يتطلب التخلي عن الوضع الاحتكاري في بعض المجالات وعدم الاكتفاء بدعم متعامل اقتصادي واحد بل ينبغي تنويع وجود المتعاملين في كل المجالات الاقتصادية”.

أول بنك جديد في إفريقيا سيتم إطلاقه قريباً



إطلاق أول بنك جديد في إفريقيا قريباً وهدفه الانتشار في 19 دولة إفريقية من بينها الجزائر

أعلن مؤسس ومدير AfricaPay أول بنك جديد في [إفريقيا](#)، طموحه الانتشار في 19 دولة إفريقية على رأسها الجزائر وتونس من أجل تزويد إفريقيا بمصرفها الجديد الخاص بها حتى تتمكن من العمل لبناء مستقبلها، خاصة وأن حوالي 90 من سكان القارة لا يتمتعون بإمكانية الوصول إلى الحسابات والائتمانيات ومنصات التداول.

جاء في بيان تلقت الإخبارية نسخة منه أنه بينما في فرنسا ما يقارب من 99% من السكان لديهم حساب مصرفي، فإن معدل الخدمات المصرفية أقل بكثير في إفريقيا، وفقاً للأرقام الرسمية من BCEAO البنك المركزي لدول غرب إفريقيا، فهي بالكاد 18% في دول WAEMU الاتحاد الاقتصادي النقدي لغرب إفريقيا) وحوالي 10% في جميع أنحاء القارة، فلا تتمتع الغالبية العظمى من السكان بإمكانية الوصول إلى الحسابات والائتمانيات ومنصات التداول، وهو ما أكدته توماس كلاوسي، مؤسس ومدير AfricaPay، أول بنك جديد في إفريقيا، كحافز لإطلاق AfricaPay في القارة الأفريقية.

وذكر البيان أن أفريكا باي AfricaPay هي 5.548 مليار يورو من التقييم، 665 مليون يورو في جمع التبرعات، 15000 فرصة عمل مباشرة في أفريقيا، و17 خدمة مصرفية مبتكرة.

وتهدف إلى الانتشار في 19 دولة أفريقية على رأسها الجزائر وبنين وبوركينا فاسو والكاميرون والكونغو وساحل العاج والغانون وغينيا وغينيا بيساو وغينيا الاستوائية ومالي وموريتانيا والنيجر وجمهورية أفريقيا الوسطى والسنغال وتشاد وتوغو وتونس، بينما تتطور البنوك الجديدة في جميع أنحاء العالم، هناك حاجة ملحة لتزويد إفريقيا بمصرفها الجديد الخاص بها حتى تتمكن من العمل الآن لبناء مستقبلها، وستستفيد هذه الدول من 17 خدمة مصرفية مبتكرة، مصممة خصيصًا لكل دولة، يضيف البيان.

وأشار البيان الى أنه بينما تسعى البنوك التقليدية إلى تطوير شبكتها في جميع أنحاء الإقليم، تهدف Africa Pay إلى توفير حلول فعالة وعملية على الفور ومتطورة باستمرار، لافتًا أن معدل الاختراق المرتفع للهواتف المحمولة يفتح آفاقًا مثيرة للاهتمام للغاية، في غرب إفريقيا، على سبيل المثال ، بلغت 92% اعتبارًا من عام 2016“ .

يذكر أنه تعتمد AfricaPay على الخدمات المصرفية عبر الهاتف المحمول مع العديد من الابتكارات، كما أنها تختار إلغاء الطابع المادي للخدمات المادية على واجهات الهاتف المحمول. الابتكار هو نقطة قوتها.

كما تعتزم مدارس AfricaPay إنشاء حرم جامعي في كل مدينة أفريقية كبرى، حافز توماس كلاوسي: “60% من الأفارقة تقل أعمارهم عن 24 عامًا ، بحلول عام 2050. سيكون 35% من الشباب في العالم أفارقة.

FAID À BÉJAÏA

«NUMÉRISATION TOTALE DES SERVICES FINANCIERS»

Le ministre des Finances Laaziz Faïd a effectué hier une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Béjaïa où il s'est enquis du fonctionnement des différents services financiers ainsi que des conditions de travail des fonctionnaires du secteur au niveau des structures locales.

De notre bureau
MUSTAPHA LAOUER

Dans la commune d'Amizour, le ministre a visité le centre foncier intercommunal de la daïra avant de se rendre au centre des impôts de Sidi Ali Lebhar dans la commune de Bejaïa. Mr Faïd a longuement discuté avec les cadres et employés des finances au niveau local qui lui ont fait part des conditions de travail et de l'évolution du secteur dans les nouvelles dispositions de déclaration et du paiement à distance avec la numérisation totale des services. Le ministre a également visité l'ancienne trésorerie de la wilaya et procédé à l'inauguration du nouveau siège de la trésorerie qui dispose de toutes les commodités de travail et d'accueil du public. En suite, le ministre des finances accompagné de l'ambassadeur du

Royaume d'Arabie Saoudite à Alger, Abdullah Ben

Nasser Al Bussairi a inauguré le nouvel hôtel Saldae précédemment Hôtel Azemmour. Le projet de réalisation de cet hôtel à Béjaïa a été initié par l'Entreprise de Gestion Touristique de



l'Est (EGT-Est). Les travaux ont été lancés à la fin des années 80, par la réalisation de la structure (génie civil) et ont connu un arrêt total en 1993.

En 2002, le projet a été cédé au Groupe Khalifa Bank, dissout

pose d'une capacité d'accueil de 118 chambres, d'une salle polyvalente de 500 places, de salles de sports de 400 M2 et d'un parking sous-sol de 100 places. Cette infrastructure implantée dans la zone des oliviers domine toute

la baie de Bejaïa et enregistre une très forte clientèle depuis la saison estivale. Le ministre a

«Les services de l'Etat ont alloué, depuis 2021, des affectations financières d'une valeur totale de plus de 23,51 milliards DA, en vue de «prendre en charge les dommages occasionnés par les catastrophes naturelles enregistrées dans certaines wilayas».

en 2003. En 2014, le projet a été repris par La-Société-Algéro-Saoudienne-d'Investissement «ASICOM» dans le cadre de la cession des actifs du Groupe par le liquidateur. L'hôtel dis-

clôturé sa visite par une séance de travail au siège de la wilaya avec les cadres des services relevant de son secteur.

M. L.

LAAZIZ FAID :

«Assurer le bon déroulement du processus de numérisation du secteur des finances»

En visite de travail dans la wilaya de Béjaïa hier mardi, Laaziz Faïd, ministre des Finances, a souligné lors d'un bref point de presse, «le bon déroulement du processus de numérisation de ses services».

Dans son intervention, le premier argentier du pays a mis l'accent sur l'importance «d'accélérer la numérisation, améliorer l'efficacité des performances et insuffler la transparence et l'intégrité», a-t-il déclaré en substance devant la presse. C'est à partir de la daïra d'Amizour que Laaziz Faïd a entamé sa visite à travers une inspection de l'agence foncière locale. Au niveau du chef-lieu de la wilaya de Béjaïa, le ministre des Finances s'est rendu à la recette des

impôts située à Sidi Ali Labhar et au niveau du siège actuel du Trésor se trouvant au bloc administratif pour s'enquérir des conditions de travail des fonctionnaires de son secteur, avant de procéder à l'inauguration du nouveau siège de la trésorerie de la wilaya. Au milieu de l'après-midi, le ministre des Finances a présidé une rencontre avec les cadres de son secteur à travers ses différents services dans la wilaya.

Au cours de son déplacement à Béjaïa, Laaziz Faïd a inauguré le nouvel hôtel Salde (4 étoiles), en présence de son Excellence l'Ambassadeur d'Arabie Saoudite à Alger, Abdallah Benacer El Bassiri.

L'établissement hôtelier est situé sur les hauteurs de la ville de Béjaïa, avec une vue imprenable sur le port de Béjaïa et toute la cité de Yemma Gouraya.

Initiée par l'Entreprise de gestion touristique de l'Est (EGT-EST), dans les années 1980, la réalisation de cet établissement hôtelier a connu un arrêt des travaux quelques années plus tard pour être cédé ensuite au groupe Khalifa Bank puis au groupe Asicom, une société algéro-saoudienne d'investissement qui relancera le projet en 2015, par le biais de sa filiale, Shifabe.

En présence de l'ambassadeur de l'Arabie Saoudite à Alger, le ministre des Finances a reçu toutes les informations sur cet établissement hôtelier disposant de toutes les commodités pour assurer un agréable séjour à ses clients. Un nouvel établissement qui est appelé à générer notamment pas moins de 130 postes d'emploi.

A. Kersani

IL ÉTAIT HIER EN VISITE DE TRAVAIL À BÉJAÏA

Faïd insiste sur la numérisation

LE MINISTRE DES FINANCES a mis en avant les engagements que son département doit tenir.

ARABEKI SLIMANI

Franchir un nouveau cap en matière de gestion du secteur passe par la numérisation de son fonctionnement. C'est le message que le ministre des Finances a transmis, hier, aux fonctionnaires du secteur dans la ville des Hammadites.

En effet, Laaziz Faïd, a mis en avant, l'importance du processus de numérisation, le qualifiant en substance d'une «garantie pour l'avenir». Il plaidera pour la conjugaison des efforts pour assurer le bon déroulement et son élargissement à tous les secteurs, relevant l'impératif de poursuivre la réalisation des engagements et réformes initiés à cet effet par le gouvernement et la président de la République. Surtout que le secteur des

finances est la locomotive des réformes engagées.

Dans une déclaration en marge de sa visite d'inspection et de travail effectuée dans la wilaya de Béjaïa, Faïd a souligné «l'impératif de fédérer toutes les énergies en vue d'assurer le bon déroulement du processus de modernisation».

Autre orientation, celle portant sur l'accélération de la numérisation des services au niveau de tous les secteurs. D'autant plus, a-t-il affirmé, qu'il y a urgence d'améliorer l'efficacité des performances, d'insuffler la transparence et l'intégrité, d'accroître le sens de responsabilité et de s'engager pour le renforcement des valeurs morales nobles à même d'atteindre les objectifs tracés.

Il a, en outre, mis en exergue les efforts déployés pour la relance du secteur des finances, de manière à l'ériger

comme catalyseur de la prospérité et du développement durable. Au cours de son périple à Béjaïa, le grand argentier, qui avait été accueilli le matin par le chef de l'exécutif de la wilaya, le président de l'APW et les députés de la nation s'est d'abord rendu à Amizour puis Béjaïa où il a inspecté et inauguré des projets relevant de son secteur.

Le nouveau siège de la direction des imports, le centre foncier intercommunal d'Amizour ont été tour à tour inspectés pour finir avec le Trésor public, dont le nouveau siège de la wilaya a été inauguré hier. Le ministre des Finances procédera ensuite en compagnie de Son Excellence l'ambassadeur de l'Arabie saoudite à l'ouverture officielle de l'Hôtel Saldaie.

Il achèvera sa visite à la salle des Congrès de la wilaya en réunissant les

cadres de son secteur. Laaziz Faïd a souligné à son auditoire, «l'impératif de fédérer toutes les énergies en vue d'assurer le bon déroulement du processus de modernisation du secteur et accélérer la numérisation de ses services...».

Le ministre a également réaffirmé le souci du secteur à mettre en place un plan d'action et des programmes pour la relance de l'économie nationale. Un objectif à inscrire en application des orientations visant à asseoir la bonne gouvernance dans l'administration des finances.

Objectif : booster la croissance économique en adéquation avec les engagements du secteur. Le ministre a salué, à cette occasion, les efforts consentis par son secteur pour le renforcement des cadres juridiques.

AS.

ÉCHANGES EXTÉRIEURS DE MARCHANDISES

Baisse des prix au 1^e trimestre

L'Office national des statistiques (ONS) a publié les indices de valeurs unitaires du commerce extérieur de marchandises pour le premier trimestre de l'année 2023...



Les données révèlent une tendance à la baisse des prix à l'exportation et à l'importation de marchandises en dinars (DA) par rapport à la même période, l'année précédente. Au cours du premier trimestre 2023, les prix à l'exportation de marchandises ont enregistré une baisse de 0,6% par rapport au premier trimestre 2022. Cette diminution s'explique principalement par une réduction des prix des hydrocarbures de 0,8% au premier trimestre 2023 par rapport à la même période en 2022. Bien que les prix des produits autres que les hydrocarbures aient éga-

lement baissé de 11% au premier trimestre 2023 par rapport au premier trimestre 2022, leur impact sur l'évolution globale reste limité. Les prix à l'importation de marchandises ont enregistré une baisse plus marquée, atteignant 7,1% au premier trimestre 2023 par rapport à la même période en 2022. En analysant les variations des prix à l'exportation et à l'importation ainsi que les valeurs courantes des échanges de marchandises, il en ressort que les exportations ont augmenté en volume de 0,6% au premier trimestre 2023 par rapport à la même période de l'année précédente. De même, les importations

en volume ont augmenté de 5,8% au cours de la même période. Les chiffres relatifs aux échanges extérieurs de marchandises pour le premier trimestre 2023 révèlent les tendances suivantes.

UN EXCÉDENT COMMERCIAL DE 494,2 MILLIARDS DE DA

Les exportations pour cette période se sont élevées à 1865,8 milliards de DA, soit une quasi-stagnation en valeurs courantes par rapport au premier trimestre 2022 qui enregistrait 1865,4 milliards de DA. Les importations ont atteint 1371,6 milliards de DA au premier trimestre 2023, marquant une baisse de 1,6% en valeurs courantes par rapport au premier trimestre 2022 qui avait enregistré 1394,5 milliards de DA. Ces fluctuations ont conduit à un excédent commercial de 494,2 milliards de DA pour le premier trimestre 2023, en hausse par rapport à 470,9 milliards de DA enregistrés au premier trimestre de l'année précédente. Ces tendances conjointes ont également contribué à améliorer le taux de couverture des importations par les exportations, passant de 133,8% au premier trimestre 2022 à 136,0% au premier trimestre 2023. De même, les termes de l'échange ont connu une petite amélioration, passant de 94,4% au premier trimestre 2022 à 101,0% au premier trimestre 2023. L'ONS tient à souligner que les données infra-annuelles pour 2022 et celles du premier trimestre 2023 sont provisoires. De plus, les données relatives aux exportations d'hydrocarbures sont collectées auprès du ministère de l'Énergie et des Mines, ce qui rend les données annuelles non définitives.

ÉCONOMIE

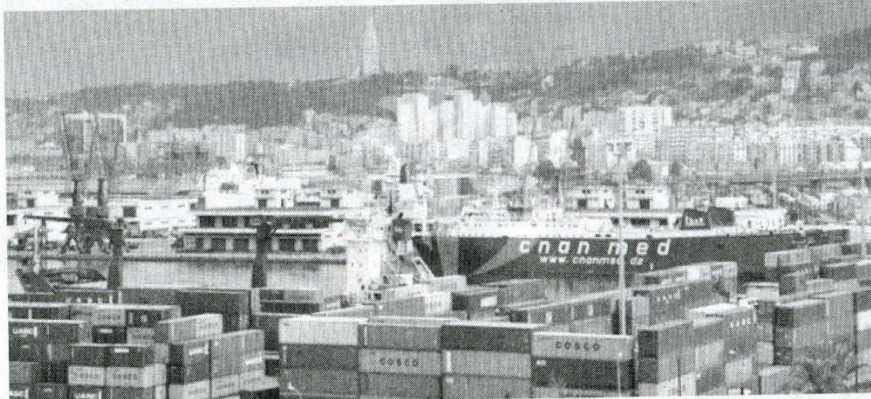
COMMERCE EXTÉRIEUR

Baisse des prix et augmentation des volumes à l'export et à l'import

● Les prix à l'importation de marchandises ont enregistré une baisse de 7,1% par rapport au 1^{er} trimestre 2022.

Les prix à l'exportation de marchandises et les prix à l'importation de marchandises en monnaie locale connaissent des baisses respectives de 0,6% et de 7,1% durant ce premier trimestre de l'année en cours par rapport à la même période de l'année dernière, a indiqué l'Office national des statistiques (ONS). Cette légère baisse des prix à l'exportation résulte, selon la même source, et pour l'essentiel, «d'un ralentissement de prix des hydrocarbures de 0,8% au 1^{er} trimestre 2023 par rapport au 1^{er} trimestre 2022 tout en sachant que les prix des produits hors hydrocarbures n'impactent que faiblement l'évolution globale (ils sont en diminution de 11% au 1^{er} trimestre 2023 par rapport au 1^{er} trimestre 2022)». Les prix à l'importation de marchandises ont enregistré une baisse de 7,1% par rapport au 1^{er} trimestre 2022.

Les évolutions enregistrées des prix à l'exportation et à l'importation associées aux évolutions des valeurs courantes des exportations et des importations de marchandises permettent de conclure, selon l'ONS, que les exportations augmentent en volume au 1^{er} trimestre 2023 par rapport à la même période de l'année 2022 de 0,6%. Il en est de même pour les importations en



Le port d'Alger a connu ces derniers mois une intense activité

volume qui sont en augmentation sur la même période de 5,8%, précise-t-on. Les exportations durant la même période se sont élevées à 1865,8 milliards DA contre 1865,4 milliards DA au cours du 1^{er} trimestre 2022, soit une quasi-stagnation en valeurs courantes de 0,02% par rapport au 1^{er} trimestre 2022. Quant aux importations, elles se sont élevées à 1371,6 milliards DA contre 1394,5 milliards DA au cours de la même période 2022, soit une baisse en valeurs courantes de 1,6% par rapport au 1^{er} trimestre 2022. Ces

évolutions enregistrées durant ce premier trimestre 2023, indique l'ONS, ont conduit à un excédent commercial de 494,2 milliards DA pour le 1^{er} trimestre 2023 contre 470,9 milliards DA le même trimestre de 2022.

La même source explique que ces évolutions conjointes des exportations et des importations permettent de constater l'amélioration du taux de couverture des importations par les exportations qui passe de 133,8% au 1^{er} trimestre 2022 à 136,0 % durant la même période de l'année 2023.

Les termes de l'échange connaissent également une petite amélioration puisqu'ils affichaient 94,4% au 1^{er} trimestre 2022 et passent à 101,0% au 1^{er} trimestre 2023, a-t-on tenu à souligner.

D'autre part, les prix à l'exportation de marchandises ont connu une petite baisse par rapport à la même période de l'année 2022, soit 0,6%. Cette évolution globale des prix à l'exportation de marchandises est intégralement expliquée par l'augmentation modérée des cours internationaux des

hydrocarbures mais également par la baisse des prix des exportations hors hydrocarbures qui est de 11%. Ces évolutions des prix à l'exportation de marchandises ont conduit durant le 1^{er} trimestre 2023 à une légère hausse en volume de 0,6% par rapport à la même période de l'année 2022, selon la même source.

Par catégorie de produits hors hydrocarbures, les évolutions de prix à l'exportation des marchandises sont toutes caractérisées par des variations négatives à savoir : machines et matériel de transport avec une diminution de 21% ; articles manufacturés et produits alimentaires et animaux vivants avec une baisse de 12,6% ; produits chimiques et produits connexes avec une baisse de 7,5%. Les combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes en plus des huiles, graisses et cires d'origine animale ou végétale ainsi que les boissons et tabacs ont enregistré à leur tour une diminution de 4,7% et 4,8% respectivement par rapport au 1^{er} trimestre 2022. L'évolution moyenne des prix à l'exportation des produits hors-hydrocarbures au 1^{er} trimestre 2023 par rapport au 1^{er} trimestre 2022 est de -11,0%, a-t-on indiqué.

Mahmoud Mamart

خلال الثلاث سنوات الماضية

أكثر من 23 مليار دينار للتكفل بأضرار الكوارث الطبيعية

وبالمناسبة، أشاد فايد بالجهود المبذولة من أجل إخماد الحرائق الأخيرة والتي بلغت "أزيد من 140 حريق مس 17 ولاية وطالت معظمها البلديات والمناطق الشمالية الشرقية للبلاد". وأضاف أن هذا "الحدث الأليم يستدعي حشد كافة الموارد والإمكانيات لإصلاح ما يمكن إصلاحه ومواساة المتضررين والتخفيف من محتهم"، مذكرا بأن رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، قد تعهد بالوقوف دائما مع المواطن الجزائري ومساندته، من خلال التعليمات التي أسداها للسلطات المعنية، بضرورة مباشرة معاينة الخسائر وتعويض المتضررين في أسرع وقت ممكن".

ب. سعيد

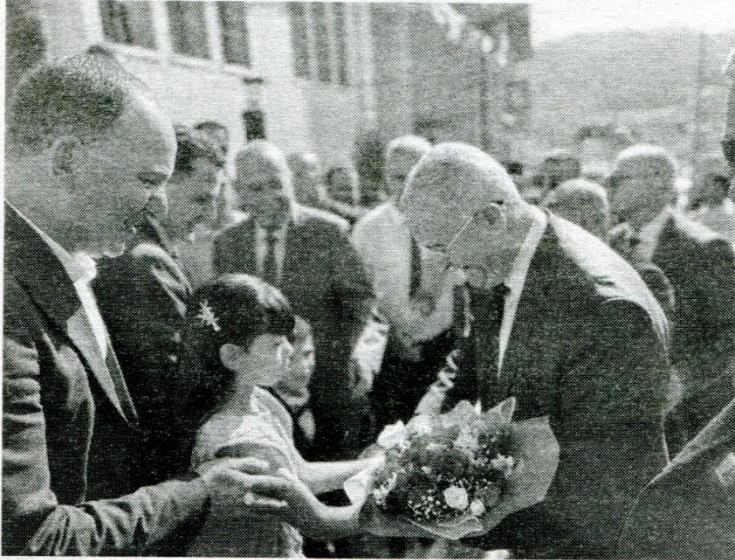
ولايات الوطن بصفة عامة وولاية بجاية بصفة خاصة، أوضح ذات المسؤول أنه تم تخصيص مبلغ مالي يفوق 13 مليار دينار للتكفل بالأضرار الناجمة عن حرائق الغابات، كإقتناء شاحنات الإطفاء وتعويض صغار المربين ومرربي الأبقار والماشية، وتعويض أصحاب الأشجار المثمرة وإنجاز نقاط للماء، وتهيئة المسالك الغابية وكذلك لإنجاز حواجز لصد الحرائق. أما فيما يخص تعويض الأضرار التي مست قطاع السكن، فقد خصصت الدولة، في نفس الفترة (من 2021 إلى 2023)، اعتمادات مالية قدرها 10,51 مليار دينار لمنح إعانات للسكن الريفي للمكوبين وإعادة تأهيل السكنات المتضررة من الكوارث في الولايات المعنية.

● كشف وزير المالية، لعزیز فايد، أن مصالح الدولة قد سخرت، منذ 2021، اعتمادات مالية تفوق قيمتها الإجمالية 23,51 مليار دينار من أجل "التكفل بالأضرار الناجمة عن الكوارث الطبيعية التي مست بعض الولايات". وأشار وزير المالية، أمس، على هامش زيارة عمل بولاية بجاية، إلى أن جزءا من الاعتمادات التي خصصت للتكفل بالأضرار التي خلفتها الكوارث الطبيعية خلال الثلاث سنوات الأخيرة (2021، 2022، 2023) والتي شملت قطاعات مختلفة، تم توجيهها لتعويض الخسائر، أما الجزء الآخر فقد تمثل في إعانات مالية للبناء الريفي لفائدة المتضررين. ويعد ترحمه على أرواح ضحايا الحرائق الأخيرة التي مست عددا من

التعويض يغطي الحوادث التي وقعت منذ 2021.. فايد: تخصيص أزيد من 5.23 مليار دينار للتكفل بأضرار الكوارث

■ إعانات مالية للبناء الريفي لفائدة المتضررين

أعلن وزير المالية لعزیز فايد، على هامش زيارة عمل قام بها أمس الثلاثاء إلى ولاية بجاية، أن مصالح الدولة قد سخرت، منذ 2021، اعتمادات مالية تفوق قيمتها الإجمالية 51.23 مليار دينار، من أجل «التكفل بالأضرار الناجمة عن الكوارث الطبيعية التي مست بعض الولايات».



يمكن إصلاحه ومواساة المتضررين والتخفيف من محتهم»، مذكرا بأن رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، قد تعهد بالوقوف دائما مع المواطن الجزائري ومساندته، من خلال التعليمات التي أسداها للسلطات المعنية، على «ضرورة مباشرة معاينة الخسائر وتعويض المتضررين في أسرع وقت ممكن».

الكوارث في الولايات المعنية. وبالمناسبة أشاد فايد بالجهود المبذولة من أجل إخماد الحرائق الأخيرة التي بلغت «أزيد من 140 حريقا مس 17 ولاية وطالت معظمها البلديات والمناطق الشمالية الشرقية للبلاد». وأضاف أن هذا «الحدث الأليم يستدعي حشد كافة الموارد والإمكانات لإصلاح ما

أشار وزير المالية، بعد ترجمه على أرواح ضحايا الحرائق الأخيرة التي مست عدد من ولايات الوطن بصفة عامة وولاية بجاية بصفة خاصة، أن جزء من الاعتمادات التي خصصت للتكفل بالأضرار التي خلفتها الكوارث الطبيعية خلال الثلاث سنوات الأخيرة (2021-2022، 2023) والتي شملت قطاعات مختلفة، تم توجيهها لتعويض الخسائر أما الجزء الآخر فقد تمثل في إعانات مالية للبناء الريفي لفائدة المتضررين.

وأوضح ذات المسؤول خلال لقاء جمعه بالمسؤولين الجهويين لقطاع المالية بمقر الولاية، أنه تم تخصيص مبلغ مالي يفوق 13 مليار دينار للتكفل بالأضرار الناجمة عن حرائق الغابات، كإقتناء شاحنات الإطفاء وتعويض صغار المربين ومربي الأبقار والماشية وتعويض أصحاب الأشجار المثمرة وإنجاز نقاط للماء، وتهيئة المسالك الغابية وكذلك لإنجاز حواجز لصد الحرائق.

أما فيما يخص تعويض الأضرار التي مست قطاع السكن، فقد خصصت الدولة في نفس الفترة (من 2021 إلى 2023) اعتمادات مالية قدرها 51.10 مليار دينار لمنح إعانات للسكن الريفي للمتكويين وإعادة تأهيل السكنات المتضررة من

اقتراب انتهاء المهلة.. وانطلاق العدّ التنازلي للتقييم الأولي لمشروع الرقمنة

مصالح أملاك الدولة والضرائب والجمارك تحت المجهر

تطور الاستخدامات الإلكترونية مرهون بسرعة تدفق الإنترنت



عن قصد أو عن غير قصد، لهذا تأتي الأجل لتذكر القائمين التمسك بهذا المسمى كهدف حيوي وكقضية أمن قومي تستوجب إجراء تقييم مرحلي كل فترة، لاسيما بقطاع الجمارك، الضرائب، وأملاك الدولة بهدف تحديد الأولويات.

ولنجاح هذا المشروع الوطني وتحقيق النجاح المرجوة منه في كل المستويات الوطنية في الاقتصادية، الاجتماعية، الفلاحية، الصناعية، لابد من بنية تحتية رقمية نكية ولوجيستية، فجات مقارنة الدولة في هذا الخصوص بالفصل والحلول الرقمية ومن أولويات وزارة الرقمنة والإحصائيات على المدى المتوسط هو الإسراع في وثيرة التحول الرقمي من أجل تحسين الخدمات العمومية ورقمنة الإدارة العمومية، البنى التحتية من تدفق وخدمات شبكة الإنترنت.

وعملت الجزائر على رفع النطاق الترددي الدولي من 1.7 تيرابايت في الثانية إلى 2.8 تيرابايت في الثانية، بعد دخول الكابل البحري الجديد حيز التشغيل، كما تم تكوين 30 ألف إطار في المجال ما ساهم في تطوير واستحداث 600 منصة رقمية.

اتصالات الجزائر تسابق الزمن لتعميم الألياف البصرية في المقابل، شهد تدفق الإنترنت أشواط مهمة من التحسين في البنى التحتية، حيث سطررت مؤسسة اتصالات الجزائر إستراتيجية ترمي إلى تطوير شبكة الألياف البصرية وتوسيعها، لتتمكن جميع مستعملي الإنترنت من الحصول على أحسن خدمة بأحسن الأسعار ويعروض مغرية، وذلك للاستفادة من مختلف الخدمات ووجودها عالية.

وتقوم الإستراتيجية التي تعتمدها مؤسسة اتصالات الجزائر في الربط بالألياف البصرية على مخطط ربط الولايات والبلديات والمقرات الرسمية، وكذلك مخطط ربط منازل المواطنين بتكنولوجيا FTTH، في هذا الإطار تم ربط ما يقارب 800 ألف مشترك بتقنية الألياف البصرية إلى المنزل.

وتسير أشغال الربط بشبكة الألياف بوثيرة جد متسارعة من سنة إلى أخرى، فقد بلغت عملية الربط بهذه التكنولوجيا سنة 2022 أكثر من 300 ألف مشترك مقارنة بسنة 2021، حيث تم تسجيل أكثر من 86 ألف مشترك في خدمة الإنترنت عبر شبكة الألياف البصرية، وهذا ما يدل على الجهود التي تقوم بها مؤسسة اتصالات الجزائر للربط بشبكة الألياف البصرية.

ضمان سرعة التدفق والتحكم في الأعطاب ويقدم هذا التعميم للألياف البصرية أو تكنولوجيا FTTH عدة إيجابيات تتمثل في سرعة التدفق المالي والجد عالي، فبعدما كانت الشبكة القديمة لا تتعدى 50 ميغا، أصبحت اليوم تقدم لربانيتها عرض تدفق عال يصل إلى 300 ميغا في الثانية، ما من شأنه تقديم خدمات أحسن للمواطنين وذلك بتعنيهم من اللوج إلى الإنترنت بسرعة جد عالية.

وفي إطار مواصلة سعيها لتطوير الألياف البصرية في

فرض التطور التكنولوجي الحاصل في مجال المعلومات والاتصالات التوجه نحو الرقمنة كخيار استراتيجي ووحيد للنهوض بالاقتصاد الوطني بمختلف قطاعاته وإداراته، بطريقة سلسة بمهد لجزائر جديدة الكترونية من خلال التحول الرقمي، الذي لا يقف عند استخدام التطبيقات التكنولوجية فحسب، بل أصبح منهاجا وأسلوب عمل يجمع المؤسسات الحكومية لتجعل تقديم الخدمات أسهل وأسرع، ولتعل البداية كانت بمحاولة إلغاء الوثائق في إيداع المبيعات، ووقف استخدام الورقة والقلم على مستوى الإدارات، واستبدالها بالمعطيات الإلكترونية وإتمام العمليات المختلفة عبر تطبيقات الت.

سعاد بوعبوش

تشكل الرقمنة أحد التزامات لرئيس الجمهورية، والتي جاءت تحت الرقم 25، ما يشير إلى توجه جديد لسياسية الدولة الجزائرية نحو رقمنة كل القطاعات وجعل التحول الرقمي مشروع الجميع وليس مشروع دائرة وزارة واحدة أو مؤسسة، ورغبة سياسية قوية في الإسراع نحو هذا التحول، لجعله محركا لمختلف البرامج التنموية، وقد منح الرئيس مهلة 6 أشهر على أقصى تقدير لتجسيد مشروع الرقمنة في القطاعات المعتمدة على غرار مصالح أملاك الدولة والضرائب والجمارك والتي ستكون قريبا تحت مجهر التقييم المرحلي الأولي إلى جانب مجالات أخرى. ويعتبر تحقيق الرقمنة الشاملة هدفا حيويا بالنسبة للدولة، لهذا أتاح رئيس الجمهورية لوزارتي الرقمنة والمالية إمكانية الاعتماد الحسن الخبراء والكفاءات الوطنية ومكاتب الدراسات الدولية، كما يفرض هذا المسمى على وزارة المالية مواكبة هذا التطور، خاصة وأنه يجري العمل على اقتناء أنظمة مالية متطورة بهدف تحقيق هذا الهدف ذي الأبعاد الاقتصادية.

في المقابل، يشكل الذهاب لتأسيس بنك معلومات جزائري، أمرا فوريا ومستجلا من قبل وزارة المالية، للتسهيل على مختلف مصالح الدولة ممارسة مهامها وأداء واجبها تجاه المواطنين بأمثل وأنجع أسلوب، لأن تقييم الوضعية الحالية فرضت تحديد الأهداف المتعلقة برقمنة الخدمات العمومية وإحسانها وتسهيل الإجراءات، ولهذا تم التأكيد على ضرورة الإسراع في إنجاز ما يسمى بـ "مركز بيانات حكومي" ذو دخول واحد يكون قطبا يجمع بين كل الوزارات والإدارات، ويوفر منصات مشتركة لتبادل الوثائق والبيانات.

ويضع هذا المسمى الكفاءات الوطنية أمام تحدّ لا بد من كسبه لأن الفشل يعني نسف كل الجهود المبذولة، والتأخر غير مقبول لأنه يعني التقهقر والتراجع، في حين أن التحديات والرهانات لا ترحم أي متخلف عن الركب الرقمي، ما يعني أننا أمام خيار واحد وهو "إما أن نكون أو إما أن نكون" ولا مجال للعودة للوراء أو الانصياع لكل محاولات تعطيل وعرقلة هذا المسمى وترسيخ الشفافية

للتكوين دور كبير في إنشاء المشاريع المتعلقة بالألياف البصرية وهذا من خلال المرافقة التي تضمنها الفرق التقنية لاتصالات الجزائر لهذه المؤسسات.

ويغضل الشقة التي وضعتها اتصالات الجزائر في الشركات الجزائرية الناشطة في مجال تركيب الألياف البصرية، لاسيما الشركات الصغيرة والمتوسطة، فقد جعلتها حاضرة ببياكلها عبر مناطق الوطن من أجل تمييز شبكتها وتزويدها بأحسن التكنولوجيات.

2000 مؤسسة ناشئة لتطوير الربط بالألياف البصرية

في هذا الإطار، تشهد أشغال ربط الإنترنت في الأحياء والمدن وثيرة جد متسارعة وهذا بفضل فتح المجال أمام المتعاملين والمؤسسات الناشئة الناشطة من أجل إشراكها في مهمة ربط كل المناطق بشبكة الألياف البصرية، حيث استفادت أكثر من 2000 مؤسسة ناشئة من التكوين في إطار المشاريع المخصصة لإنجاز الشبكات، تطوير وربط الألياف البصرية وهذا عبر مدارس التكوين التابعة لاتصالات الجزائر في شرق ووسط وجنوب الجزائر.

ورغم ذلك، يرى الخبراء أن نجاح المسمى مرهون باقتناء أحسن التجهيزات التكنولوجية والحلول الرقمية وتطبيقات الحماية، لأن التحول الرقمي يتطلب تكنولوجيات رقمية حديثة والتي تجاوزت تكنولوجيا الإعلام الألي من خوادم وغيرها، وذلك لمواكبة التطور الحاصل في العالم الرقمي الذي يعتمد بالأساس على الذكاء الاصطناعي، تحليل البيانات والدفع الإلكتروني وغيرها من الأنظمة والبرمجيات.

الجزائر، استثمرت اتصالات الجزائر في معدات متطورة من أجل تحسين جودة الشبكة وتوفير تجربة استخدام استثنائية من حيث سرعة الأنترنت والموثوقية، في هذا الصدد، تقترح المؤسسة خدمات وحلول ذات جودة عالية تستجيب لاحتياجاتهم.

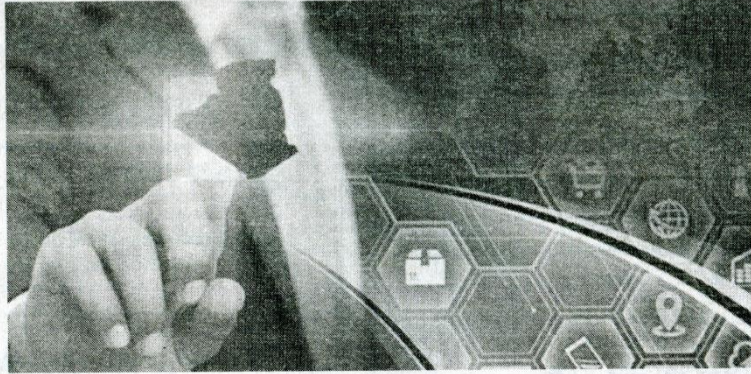
ويحمل المخطط المسطر من طرف اتصالات الجزائر في تطوير وتعميم شبكة الألياف البصرية، عدة أبعاد أبرزها تطوير هذه الشبكة، وربط كل الأحياء السكنية الجديدة، إذ إن تكنولوجيا FTTH موجودة في غالبية المدن الجديدة سواء كانت سكنات عدل، الترقوي أو الترقوية المدعمة "الألبيا"، وكذلك المستفيدين من السكن الاجتماعي بنسبة جد متقدمة على مستوى 58 ولاية، من أقصى الجنوب إلى الشمال وحتى أعالي الجبال والقرى والمدامشر.

وتعمل مؤسسة اتصالات الجزائر على تحديث شبكة الأنترنت النحاسية القديمة التي تسمى بـ ADSL، واستبدالها بالألياف البصرية أو ما يسمى بـ FTTH، حيث أن الشركة تسعى إلى التخلي نهائيا عن الشبكة النحاسية القديمة واستبدالها بشبكة الألياف البصرية، وهذا في إطار تحسين الخدمة التي تقدمها، خاصة وأن المؤسسة كانت تتكبد خسائر كبيرة بسبب ظاهرة سرقة الكوابل النحاسية، إلا أنه بعد استبدالها بالألياف البصرية سجلت المؤسسة تقصلا معتبرا لظاهرة السرقة، كما ساهم أيضا الأمر في التقليل والتحكم في الأعطاب.

ومن أجل عصونة وتطوير شبكة الألياف البصرية لجأت اتصالات الجزائر إلى إبرام عقود ائذان، مع العديد من المؤسسات الناشئة، الصغيرة والمتوسطة من أجل تسريع وثيرة الإنجاز وربط المدن في الأجل المحددة، كما أن

استحداث المحافظ السامية.. لا تراجع عن الرقمنة

مواصلة لمساعي التحول الرقمي التي أقرها الرئيس



أعلن رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، خلال لقائه الدوري الأخير مع وسائل الإعلام، عن قرب استحداث المحافظة السامية للرقمنة، أتى ذلك في معرض حديثه حول تنصيب المجلس الأعلى لضبط الواردات والهيئة العليا لمراقبة التصاريح الجمركية، وهما الهيئتان اللتان ستمكثان من ضبط مختلف المعاملات التجارية الخارجية وإيقاف ممارسات تضخم الفواتير، وهذا بمساعدة المحافظة السامية للرقمنة التي سيكون من شأنها وضع استراتيجية مدروسة للتحول الرقمي في مختلف مؤسسات الدولة، وهو الهدف الذي يعمل الرئيس جاهدا لتحقيقه في تجسيد لقوله "إن الرقمنة ستطبق بالإرادة أو بالقوة".

جمال الدين بوراس

يؤكد الخبير الاقتصادي الدولي البروفيسور فريد كورتل، أن رئيس الجمهورية يدرك تمام الإدراك قيمة وأهمية الرقمنة وما ستوفره من قيمة مضافة لشتى مناحي الحياة الاقتصادية والاجتماعية وغيرها، وعليه قرر استحداث المحافظة السامية للرقمنة، التي ستكون تابعة لرئاسة الجمهورية، تعطى لها من الصلاحيات ما يكفي لتنفيذ التزامات الرئيس في شقها المتعلق بالرقمنة، حيث ينتظر أن تسند إليها مسؤولية إعداد إستراتيجية لرقمنة مختلف الإدارات، خاصة وأن الرئيس تبون يلح في كل مرة على إدراجها في كل القطاعات، حيث سبق وأن أعطى مهلة ستة أشهر لقطاعات الجمارك والضرائب وأملاك الدولة لرقمنة خدماتها، غير أن تقاعس بعض الإدارات وعدم وجود آليات وخطط تساعد على السير بسرعة في هذا الصدد وبالتالي الوقوف على ما يسمى

الانتظار حتى نهاية السنة للحصول على الحصيلة القطاعية بعد تجميع للبيانات، ولعل من بين الأهداف التي ستعمل المحافظة السامية للرقمنة على تحقيقها. يضيف المتحدث - هي السعي لرقمنة كل القطاعات، بما يضي الشفافية التامة على المعاملات الداخلية للمؤسسات على اختلاف طبيعتها، وكذا الشفافية في تعاملاتها مع المواطن، ما من شأنه القضاء على البيروقراطية والفساد بشتى أنواعه.

ضرورة لبناء اقتصاد قوي ومنظم

من جهته، يرى أستاذ العلوم الاقتصادية بجامعة الأغواط البروفيسور لعلا رمضان، أن الرقمنة ضرورية من أجل بناء اقتصاد قوي ومنظم، مبني على الموارد الطبيعية، والبشرية والمالية من جهة وتكنولوجيا

لتحقيقه رئيس الجمهورية، حال دون تحقيق هذا الهدف، وبالتالي فالمحافظة السامية ستتكف على وضع خطط واضحة وبأجال مضبوطة حتى تصل الإدارات إلى تحقيق الهدف المنشود.

ويوضح البروفيسور كورتل أن هذه الهيئة من شأنها أيضا المساهمة في توفير المعطيات الدقيقة الضرورية للمسؤولين والمسيرين على اختلاف مستوياتهم، ما يساعدهم على اتخاذ قرارات مبنية على أسس ومعلومات صحيحة، فالمعطيات التي تمنحها الرقمنة غير تلك التي تتناولها المصالح فيما بينها، أين تخضع المعلومة لعملية تحريف تكون غير متعمدة في بعض الأحيان، وهو الأمر الذي يستبعد تماما بتطبيق التقنيات الرقمية الحديثة، ما يتيح الاطلاع على البيانات والمؤشرات في وقتها عوض

المعلومات والاتصالات التي تتأسس على المعرفة والمعلومة من جهة أخرى، وعليه فإن استعمال الرقمنة الاقتصادية من شأنه أن يعيد تنظيم البنى الاقتصادية بحيث تتيح زيادات هائلة في الإنتاجية، وتخلق قنوات أكثر للتوزيع، وتشجع على إنتاج السلع والخدمات، من خلال محددات قوية، كالمعرفة والشفافية وسهولة الحصول على المعلومة وتحسين التفاضلية وتقليص الوقت، وذلك لدعم الابتكار الاقتصادي.

وتتدرج هذه الخطوة التي يبادر بها رئيس الجمهورية ضمن الجهود المتسارعة والشاملة التي يبذلها من أجل تفعيل أداء الاقتصاد الوطني، والرفع من وتيرة التنمية الشاملة من خلال الاستخدام الأمثل للموارد المتاحة، كما أن المتغيرات الدولية الراهنة التي تفرض التوجه أكثر نحو الاقتصاد الرقمي، وهو ما يجعل من هذه الخطوة أكثر من ضرورية على اعتبار أن رقمنة المعاملات الإدارية والاقتصادية تعتبر دعامة أساسية لنهضة الدولة الحديثة.

وكان الرئيس تبون في مجلس الوزراء المنعقد بتاريخ الثاني أفريل 2023، قد أعطى الحكومة مهلة 6 أشهر كأقصى تقدير لرقمنة مصالح أملاك الدولة والضرائب والجمارك في مرحلة أولى قبل المرور للرقمنة الشاملة، مؤكدا أن الهدف من الرقمنة ليس تحديث وعصرنة المعاملات الإدارية التي تعتبر تحصيل حاصل في هذا المجال، بل هي قضية أمن قومي وخدمة لمصالح المواطن، كما سبق وأمر بتأسيس بنك معلومات جزائري، بشكل فوري ومستعجل من قبل وزارة المالية، يسهل على مختلف مصالح الدولة، ممارسة مهامها وأداء واجبها تجاه مواطنيها، بأمثل وأنجع أسلوب، موضعا أنه يمكن الاعتماد في تحقيق هذا الهدف الحيوي بالنسبة للدولة على أحسن الخبراء والكفاءات الوطنية ومكاتب الدراسات دوليا.



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger